

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 13/02/2018

N° : 2018/58

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/40

 **Décisions**

Page 41/151

ARRÊTÉS

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/005/CM

Désignation des membres du Conseil de développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération MET 16/2371/CM du 15 décembre 2016 concernant les modalités de création du Conseil de Développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L’arrêté 17/106/CM du 29 mars 2017, reçu au contrôle de légalité le 3 avril 2017 ;
- Les actes de démission transmis par plusieurs membres ;
- Les candidatures exprimées, et les propositions émises par les Présidents des Conseils de Territoire de la Métropole.

CONSIDÉRANT

- Que Messieurs Jacky VIEUX, Pierre DANTIN, André COLLOC, Henri GORLIER, Joël MAUZE, François RAMBAUD, Eric CLEMENT, Christophe AGIUS, Sébastien LATZ, ainsi que Mesdames Pascale BRETON et Nathalie SIMON, désignés membres du Conseil de développement par l’arrêté susvisé du 29 mars 2017, ont souhaité démissionner de leurs fonctions de membres du Conseil de développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Qu’au regard des candidatures exprimées, et afin de permettre au Conseil de développement de poursuivre ses travaux, il y a lieu de procéder, en remplacement des démissionnaires, à la désignation des personnes suivantes : Mesdames Christine BORD LE TALLEC et Corinne DELAUNEY dans le collège territorial du Conseil de Territoire de Marseille Provence, Mesdames Marie Alice THIERRY-PORTMANN et Sylvie HABIB dans le collège territorial du Conseil du Territoire du Pays Salonais, Mesdames Anne-Marie GREGOIRE, Marie-José GRECH, Suzanne AMIC, et Lucette HINGANT dans le collège territorial du Conseil du Territoire du Pays d’Aubagne et de l’Etoile, Madame Barbara BROUCHOS dans le collège territorial du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, Madame Hélène BALU dans le collège des personnalités qualifiées et Monsieur Marc REVERCHON dans le collège des partenaires.

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2018

ARRETE

Article 1 :

La liste des 180 membres du Conseil de développement de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixée par l'article 1^{er} de l'arrêté 17/106/CM du 29 mars 2017, reçu au contrôle de légalité le 3 avril 2017, est remplacée par la liste suivante :

Le Collège territorial : 90 membres

CIVILITÉ	PRENOMS	NOMS	CT
Mme	Patricia	ALLOIN-AUBANEL	CT2
Mme	Suzanne	AMIC	CT4
M	Jacky	AYACHE	CT2
M	Hervé	BALLADUR	CT1
M	Jean-Pierre	BARBAT	CT6
Mme	Isabelle	BARDIN	CT1
M	Dominique	BECKER	CT2
M	Jean	BENOIT	CT5
M	Vincent	BERTHELOT	CT1
Mme	Karine	BOISDON	CT6
M	Jean-François	BOISSON	CT1
M	Yves	BONNEL	CT1
M	Jean	BONNIER	CT2
Mme	Christine	BORD LE TALLEC	CT1
M	Gilles	BOUCKAERT	CT6
Mme	Barbara	BROUCHOS	CT6
M	Jean-Claude	BRUGERON	CT2
M	Jacques	CARLE	CT5
Mme	Emmanuelle	CAUSSIN	CT1
Mme	Sandra	CHALINET-MERENDA	CT1
M	Jean-Claude	CHEINET	CT6
Mme	Anne-Marie	COLOMBIER	CT1
Mme	Véronique	DECOMBIS	CT5
Mme	Corinne	DELAUNEY	CT1
M	Christophe	DEMANDE	CT5
M	Alain	DETAVERNIER	CT5
M	Paul	D'ORTOLI	CT1
M	Jean-Claude	DUBINI	CT4
Mme	Marie-Claude	DUGAS	CT5

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2018

M	René	ESNAULT	CT3
Mme	Christine	FABRE	CT2
M	Maurice	FARINE	CT2
M	Luc	FRISON	CT6
M	Jean-François	GALLET DE SANTERRE	CT1
M	Jean-Philippe	GENDARME	CT5
M	Christian	GENTILETTI	CT4
M	Romain	GILLE	CT5
M	Jean-Marie	GORSE	CT2
M	Bernard	GOUDILIERE	CT5
M	Alain	GRAPINET	CT4
Mme	Marie-José	GRECH	CT4
Mme	Anne-Marie	GREGOIRE	CT4
Mme	Danièle	GUIEU	CT1
Mme	Jeanne	GUILLAUMENQ	CT6
M	Bernard	GYSSELS	CT2
Mme	Sylvie	HABIB	CT3
Mme	Marie-Ange	HENGER	CT4
M	Robert	HERRENSCHMIDT	CT2
Mme	Lucette	HINGANT	CT4
M	Jean-Pierre	HUCHON	CT1
M	Rémy	JOURDAN	CT5
Mme	Carine	KHELFA	CT3
M	Philippe	LALEVEE	CT2
M	Christian	LARGUIER	CT3
Mme	Patricia	MARCELLET	CT2
Mme	Laure	MARCHESCHI	CT4
M	Olivier	MARCHETTI	CT6
M	Olivier	MARECHAL	CT3
Mme	Gisèle	MAZOYER	CT4
M	William	MEYNARD	CT1
M	Eric	MICHEL	CT1
M	Daniel	MOUTET	CT5
M	Bernard	NICCOLINI	CT6
M	Jean-Pierre	PANSIER	CT3
M	Géraud	PARJADIS	CT5
M	Alain	PEREZ	CT6

M	Pascal	PHILIPPE	CT5
M	Christian	PIERRE	CT1
M	Joseph	PITTERA	CT4
M	Kévin	POLIZZI	CT5
M	Olivier	POULET	CT1
M	Michel	PRATO	CT4
Mme	Marion	RAVEL MENARD	CT4
M	Jean-Claude	REBOULIN	CT2
Mme	Martine	ROGGERI	CT5
Mme	Valérie	ROUSSEAU	CT3
M	Paul	SERRE	CT2
M	Jean-Luc	SIDOINE	CT2
Mme	Françoise	SLOTALA	CT5
M	André	SOULAGE	CT5
M	Michel	STRAUDO	CT3
M	Bernard	SUSINI	CT1
Mme	Marie Alice	THIERRY-PORTMANN	CT3
M	William	TILLET	CT6
M	Maxime	TISSOT	CT1
M	Gérard	TORRES	CT3
M	José	VALLI	CT5
M	Hervé	VIGNOLLES	CT6
M	Gérard	ZABINI	CT2
M	Thierry	ZARKA	CT3

Le collège des partenaires – 50 membres

CIVILITÉ	PRENOMS	NOMS	ORGANISMES REPRESENTÉS
M	Pierre	APLINCOURT	France Nature Environnement
Mme	Marie-Thérèse	AUBRIEUX-GONTERO	Fédération BTP 13
Mme	Magali	BAILLEUL	Fédération Syndicale Unitaire
M	Alain	BARTHE	Confédération Générale du Travail 13
M	Laurent	BENVENUTI	Fédération Nationale des transports de voyageurs Provence Alpes Côte d'Azur
Mme	Marie	BERMOND	Parc National des Calanques

Mme	Claude	BERTOLINO	Etablissement Public Foncier Régional - Délégation départementale
M	Éric	BERTON	Aix-Marseille Université
M	Jean-Pierre	BRACCO	Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme
Mme	Isabelle	BREMOND	Bouches-du-Rhône Tourisme
Mme	Anne-Sophie	BREVET	Union Syndicale Solidaires 13
M	Jacques	CABUZEL	Union Nationale des Professions Libérales 13
M	Patrick	CAPONE	Confédération Française des Travailleurs Chrétiens
Mme	Monique	CASSAR	Chambre des Métiers et de l'Artisanat
M	Paul	CHAFFARD	Massilia Mundi
M	Christophe	CHAMBON	Institut de Recherche pour le Développement
M	Jean-Marc	CHAPUS	Confédération Générale des comités d'Intérêts de Marseille et des villes environnantes
M	Gilbert	CHAUVET	Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres 13
M	Jean-François	CHOUGNET	Musée des Civilisations de la Méditerranée
M	Alain	COMBA	Force Ouvrière
M	Stéphane	CRESPIN	Union Nationale des Syndicats Autonomes 13
M	Richard	CURNIER	Caisse des Dépôts et Consignations
M	Ely	DE TRAVIESO	Confédération des Petites et Moyennes Entreprises
M	François	FOUCHIER	Conservatoire du Littoral -délégation de rivages PACA
M	Jean-Marc	GIRALDI	Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement des Bouches-du-Rhône
M	Jean-Pierre	GROSSO	Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône
M	Jacques	GUIRAUD	UFC - Que Choisir Marseille
Mme	Chantal	HELMAN	Grand Port Maritime de Marseille
Mme	Frédérique	HERNANDEZ	Institut Méditerranéen des Villes et des Territoires
M	Cyril	JOUAN	Confédération Française Démocratique du Travail 13
M	Claude	JULLIEN	Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports
M	Jean-Pierre	LEVY	Fédération départementale des centres sociaux
M	Hervé	LLAMAS	Office National des Forêts - Agence territoriale Bouches-du-Rhône/ Vaucluse
M	Frédéric	MOSCHETTI	Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence
M	Emmanuel	NOUTARY	Réseau ANIMA Investment Network

M	Bernard	OLIVER	Association Régionale HLM Provence Alpes Côte d'Azur et Corse
M	Guy	PARTAGE	Union pour les Entreprises 13
M	Alain	PAULIN	Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie
M	Jacques	PAYAN	Union Française des Industries Pétrolières
Mme	Sophie	POULARD	Parcours Handicap 13
Mme	Gaelle	REBEC	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
M	Marc	REVERCHON	Union Maritime et Fluviale de Marseille-Fos
M	Jean-François	ROYER	Euroméditerranée
M	Michel	SESQUES	Union des Industries Minières et Métallurgiques Alpes Méditerranée
M	Stéphane	SOTO	FRENCH TECH
M	Philippe	STEFANINI	Provence Promotion
M	Jean-François	SUHAS	Club de la Croisière Marseille Provence
M	Arnaud	VANNESTE	Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille
M	Bruno	VERGOBBI	Société du Canal de Provence
M	Romain	WINO	Aéroport Marseille Provence

Le collège des personnalités qualifiées – 40 membres

CIVILITÉ	PRENOMS	NOMS
Mme	Pascale	AMENC ANTONI
Mme	Aurélie	AUPHAN
Mme	Hélène	BALU
M	Dominique	BLUZET
M	René	BORRUEY
Mme	Catherine	BRISSE
Mme	Julie	CHENOT
M	Jean-Pierre	CHURET
M	Michel	COUARTOU
M	Nicolas	DETREIE
M	André	DONZEL
Mme	Jacqueline	FAGLIN

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2018

Mme	Valérie	FEDELE-CAHUE
M	Jacques	FRADIN
M	Tarik	GHEZALI
M	Xavier	GIOCANTI
M	Gérard	GONINET
Mme	Camille	HAGEGE
M	Michel	KELEMENIS
M	Baptiste	LANASPEZE
M	Jean-Yves	LONGERE
M	Nicolas	MEMAIN
M	Charles	MILHAUD
Mme	Alexandra	OPPENHEIM-DELAUZE
M	Claude	PERRIER
M	Jean-Yves	PETIT
M	Jacques	PFISTER
Mme	Danièle	PRIEUR
Mme	Apolline	QUINTRAND
Mme	Marie-Ange	RATER-CARBONEL
M	Franck	RECOING
Mme	Florence	ROSA
Mme	Emilie	ROYERE
M	Frédéric	RYCHEN
Mme	Isabella	TALLO
M	Hubert	TALLON
Mme	Bernadette	VERRON
Mme	Madelijn	VERVOORD
Mme	Corinne	VEZZONI
M	Pierre Jean	WEILLER

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 2 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/006/CM

Abrogation de l'arrêté n° 17-140-CM du 31 mai 2017, pour occupation temporaire du domaine public de l'établissement "l'Escale Marine" situé 22 quai du Port 13002 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 Décembre 2006 ;
- La Charte des terrasses du Vieux Port ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté d'Autorisation d'Occupation Temporaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°17/140/CM du 31 mai 2017, à la SASU Marché de Provence Des Producteurs Associés, représentée par Monsieur Claude Bataille, Président, pour un emplacement public au droit de son établissement dénommé L'escale Marine, sis 22 quai du Port 13002 Marseille.

CONSIDÉRANT

La demande de résiliation d'occupation du domaine public de la SASU Marché de Provence Des Producteurs Associés, représentée par Monsieur Claude Bataille, du 21 décembre 2017.

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2018

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'autorisation n°17/140/CM du 31 mai 2017, à la SASU Marché de Provence Des Producteurs Associés, représentée par Monsieur Claude Bataille, pour l'occupation d'un emplacement public, au droit de son établissement dénommé L'escale Marine, sis 22 quai du Port 13002 Marseille, est abrogé à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 2 :

Il est porté à la connaissance de l'intéressée que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 2 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Maire de Marseille

Vice-Président honoraire du Sénat

Ancien Ministre

Arrêté n° 18/007/CM

Exonération temporaire à l'obligation de raccordement au réseau d'assainissement collectif : immeuble situé 17 traverse des Migauds à Marseille (Habitation secondaire - Contrat Eau 1153346B)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 214-1 à 214-6 ;
- Le Code de la Santé Publique, et notamment son article L 1331-1, complété par les arrêtés interministériels des 19 juillet 1960 et 28 février 1986 relatifs aux raccordements des immeubles aux égouts ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 portant approbation du contrat pour la gestion du service public d'assainissement collectif avec le Service d'Assainissement Marseille Métropole ;
- La délibération AGER 036-834/13/CC du 13 décembre 2013 approuvant la modification du règlement de Service Public de l'Assainissement Non Collectif de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération PEDD 010-566/14/CC du 19 décembre 2014 approuvant le règlement de service communautaire de l'Assainissement Collectif ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement de service de l'Assainissement non collectif ;
- Le règlement de service de l'Assainissement Collectif des villes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Le Rove, Marseille, Septèmes-les-Vallons et la zone industrielle de Gémenos ;

CONSIDÉRANT

- Que le propriétaire de l'immeuble situé 17 traverse des Migauds 13011 Marseille, parcelle cadastrée H0401, a sollicité le Service d'Assainissement Marseille Métropole, en vue d'obtenir une exonération de l'obligation de raccordement à l'assainissement collectif de son habitation

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2018

secondaire, demande que le SERAMM a transmise au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Le règlement du Service de l'Assainissement Collectif et le coût élevé des travaux à réaliser pour se raccorder au réseau public de collecte des eaux usées,
- Le contrôle de l'installation d'assainissement non collectif de l'habitation secondaire réalisé par le SPANC et le rapport d'assainissement non collectif n°2017 MRS 45747 du 1er mars 2017 qui conclut à une installation incomplète dont l'absence de regard de bouclage rend impossible la vérification de l'existence et des dimensions du traitement secondaire,
- Les travaux réalisés consécutivement à ce contrôle par le propriétaire de l'immeuble pour compléter sa filière d'assainissement non collectif,
- La contre-visite effectuée par le SPANC et le rapport d'assainissement non collectif n°2017 MRS 45747 du 9 octobre 2017 qui conclut que la filière est complète et ne présente plus de défaut,

ARRETE

Article 1 :

Une exonération de raccordement à l'assainissement collectif est accordée au propriétaire de l'immeuble (habitation secondaire) situé 17 traverse des Migauds – 13011 Marseille, parcelle cadastrée H0401, à compter du 9 octobre 2017.

Article 2 :

Cette exonération est accordée sous réserve du maintien de l'installation d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement, en effectuant régulièrement un entretien du prétraitement (vidange de la fosse sceptique toutes eaux) et de la filière de traitement.

L'ensemble des regards de contrôle et d'entretien du prétraitement et de la filière de traitement doivent rester accessibles.

Tant que l'immeuble n'est pas raccordé au réseau d'assainissement collectif, il demeure soumis à la réglementation applicable à l'assainissement non collectif et fait donc l'objet d'un contrôle par le SPANC dans les conditions et selon les modalités fixées par les textes en vigueur et les dispositions du règlement de service, notamment dans ses articles 14, 15 et 16.

Article 3 :

La présente exonération est établie pour une durée maximale de dix ans, jusqu'au 9 octobre 2027.

En cas de mauvais entretien ou de dysfonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif constaté par le SPANC, cette exonération deviendrait caduque sans délai.

Article 4 :

A l'issue de ce délai, une nouvelle exonération temporaire pourra être accordée au propriétaire sur sa demande, cette dernière devant être notifiée à l'Administration au plus tard six mois avant l'échéance prévue à l'article 3.

En tout état de cause, l'instruction de cette demande de renouvellement tiendra compte de l'évolution des dispositions techniques et réglementaires.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa notification.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 2 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/008/CM

Fermeture de l'aire d'accueil des gens du voyage, située zone industrielle des Molières rue d'Irlande sur la commune de Miramas.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage ;
- Les circulaires NOR/INT/D/06/00074/C du 3 août 2006 et n° 2001-49/UHC/IUH1/12 du 5 juillet 2001 relative à l'application de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEVT 017-2976/17/BM du 14 décembre 2017 du Bureau de la Métropole portant approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Miramas relative à la réalisation de travaux d'extension et de mise aux normes des équipements de l'aire d'accueil des gens du voyage ;

CONSIDÉRANT

- Que, depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage sur l'ensemble de son territoire ;
- Qu'il convient de réaliser des travaux d'extension et de mise aux normes de l'aire d'accueil des gens du voyage située à Miramas, zone industrielle des Molières, rue d'Irlande ;

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2018

- Que par délibération n° DEVT 017-2976/17/BM du 14 décembre 2017 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Miramas pour la réalisation de ces travaux ;
- Que l'exécution desdits travaux nécessitent, pour des raisons de sécurité, la fermeture temporaire de l'aire ;

ARRETE

Article 1 :

L'aire d'accueil des gens du voyage, située zone industrielle des Molières rue d'Irlande sur la commune de Miramas, sera fermée à compter de l'acquisition du caractère exécutoire de l'arrêté (accomplissement des formalités de publication/affichage) pour une durée de 4 mois. Afin de permettre la bonne exécution des travaux, la durée de cette fermeture pourra être prolongée par arrêté ultérieur.

Article 2 :

Pendant la période de fermeture de l'aire d'accueil et pour des raisons de sécurité, aucun véhicule ne devra stationner sur le site, hormis les véhicules des entreprises intervenantes.

Article 3 :

Pendant la période de fermeture de l'aire d'accueil, les gens du voyage sollicitant un stationnement seront orientés vers les aires d'accueil voisines disposant de places disponibles.

Article 4 :

Le présent arrêté sera affiché à l'extérieur du local de gestion de l'aire des gens du voyage et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Maire de Miramas.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 2 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/009/CM

Désignation du représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Réseau Régional des Gestionnaires de Milieux Aquatiques (RRGMA)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté n°17/183/CM du 23 juin 2017 donnant délégation de fonction à Monsieur Roland Giberti 8^{ème} Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La délibération n°DEA 053-3361/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 portant adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Réseau Régional des Gestionnaires de Milieux Aquatiques (RRGMA),

CONSIDÉRANT

Qu'il convient de procéder à la désignation du représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Réseau Régional des Gestionnaires de Milieux Aquatiques ;

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Roland Giberti, Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à l'eau et l'assainissement, la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), est désigné pour représenter le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Réseau Régional des Gestionnaires de Milieux Aquatiques .

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2018

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/010/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot 479 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral de création de la ZAC du Ranquet du 27 novembre 1985 l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral approuvant le PAZ et le programme d'équipements publics de la zone du 23 novembre 1987 ;
- L'arrêté préfectoral approuvant les modifications de ce PAZ du 8 octobre 1990 ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du SAN en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du 12 octobre 1987 du Comité syndical du SAN donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;
- La délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant la 2ème modification de la ZAC du Ranquet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

- La délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, du Conseil municipal d'Istres approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 17/322/CM du 27 septembre 2017, donnant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher chargé de la Direction Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie ;

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 479 approuvé arrêté préfectoral du 28 octobre 1991 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et les articles I et III du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité ;

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 479, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I ainsi que l'avant-dernier alinéa de l'article III (prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales) du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/011/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé 160, avenue des Peintres Roux 13011 Marseille, à la SASU Kiosque NANI, représentée par Nordine Bensedira

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 08 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- Le Règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le Règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- Le Règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

La demande déposée le 8 janvier 2018 par la SASU KIOSQUE NANI, représentée par Monsieur Nordine Bensedira, né le 31 octobre 1976 à Marseille, domiciliée 160, avenue des Peintres Roux 13011 à Marseille, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

160, avenue des Peintres Roux 13011 à Marseille
RCS Marseille 834 343 006 00013

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

ARRETE

Article 1 :

La SASU KIOSQUE NANI, représentée par Monsieur Nordine Bensedira, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de quatorze mètres carrés (14 m²) sur le domaine public, sis 160, avenue des Peintres Roux 13011 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le Code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le bénéficiaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le bénéficiaire devra produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La Collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur, dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Article 15 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/012/CM

Désignation du représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Comité d'Etang (Etang de Berre)

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement,
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- L'arrêté préfectoral du 28 mai 2008 portant constitution du comité d'étang chargé de l'élaboration du dossier du contrat d'Etang de Berre et d'en suivre l'exécution ;
- L'arrêté préfectoral n°87-2017 CO du 15 juin 2017 portant modification de la composition du comité d'étang chargé de participer à l'élaboration du dossier de contrat d'étang de Berre et d'en suivre l'exécution ;
- Le courrier de notification du 16 juin 2017 par lequel le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône sollicite le Président de la Métropole à siéger au Comité d'Etang ou à désigner un représentant ;
- L'arrêté n°17/183/CM du 23 juin 2017 donnant délégation de fonction à Monsieur Roland Giberti 8^{ème} Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de procéder à la désignation du représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Comité d'Etang chargé de participer à l'élaboration du dossier de contrat d'étang de Berre et d'en suivre l'exécution ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Roland Giberti, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à l'eau et l'assainissement, la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), est désigné pour représenter le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein du Comité d'Etang chargé de participer à l'élaboration du dossier de contrat d'étang de Berre et d'en suivre l'exécution.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/013/CM

Arrêté de déconsignation au profit de la SCI Lei Santi Belli - ZAC Empallières à Saint-Victoret.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- L'ordonnance d'expropriation du 17 septembre 2015 n° RG00048 en cours de publication ;
- Le jugement du 15 mars 2016 fixant les indemnités de dépossession revenant à la SCI LEI SANTI BELLi ;
- L'expropriation des propriétaires de la zone d'aménagement concerté d'Empallières ;
- L'obstacle au paiement caractérisé par le refus de recevoir le paiement du à l'exproprié par appel interjeté le 1^{er} avril 2016.
- L'arrêté de consignation n° 16/386/CM du 19 juillet 2016.

CONSIDÉRANT

- L'expropriation des propriétaires de la zone d'aménagement concerté Empallières
- La suppression de l'obstacle au paiement par la transmission par l'exproprié de son RIB.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 119 440 euros représentant l'indemnité rendue par le jugement du 15 mars 2016 par le Tribunal de Grande Instance de Marseille pour les parcelles cadastrées AI n° 67 et 69 sises sur la commune de Saint-Victoret, consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sera déconsignée au profit de :

SCI LEI SANTI BELLi
Représentée par son gérant, Monsieur Franck GOUIRAN
740 boulevard de la Libération
13730 Saint-Victoret

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Article 2 :

Les intérêts correspondant à la somme de 119 440 euros seront versés à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter de la date de consignation du 13 septembre 2016.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/014/CM

Arrêté de déconsignation au profit de la commune de Saint-Victoret- Secteur Empallières.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La décision de l'exercice du droit de préemption par la Métropole Aix-Marseille-Provence n°17/481/D du 9 novembre 2017 ;
- L'arrêté de consignation n° 17/356/CM du 27 novembre 2017.

CONSIDÉRANT

- La suppression de l'obstacle au paiement.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 1 173 720 euros représentant le montant de l'indemnité due pour l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles AI n° 32, 33, 80, 101 et 102 sises quartier Empallières à Saint-Victoret consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations sera déconsignée au profit de :

La Commune de Saint-Victoret
Hôtel de Ville
CS 42025
13729 Saint-Victoret Cedex

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Entre les mains de :

Maîtres BONETTO – CAPRA – MAITRE – COLONNA
Notaires Associés
2 place du 11 Novembre
BP 170
13723 Marignane Cedex

Article 2 :

Les intérêts correspondant à la somme de 1 173 720 euros seront versés au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter de la date de consignation du 15 décembre 2017.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 8 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/017/CM

Désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des Commissions d'Attribution de Logement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 009-1532/16/CM du 15 décembre 2016 ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions de l'article L.441-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, les SA d'HLM, SEM, OPH, ESH, USH comportent une commission d'attribution chargée d'attribuer nominativement chaque logement locatif ;
- Qu'en vertu de ces mêmes dispositions, le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, ou son représentant, compétent en matière de Programme Local de l'Habitat est membre de droit de cette commission pour l'attribution des logements situés sur le territoire où il est territorialement compétent ;
- Que le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est donc membre de droit de la commission d'attribution des logements des 37 bailleurs présents sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Qu'il convient ainsi de procéder à la désignation du représentant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des commissions d'attribution des logements

ARRETE

Article 1 :

Madame Michèle Salice, Madame Alidja Nourian Madame Florence Silvia et Madame Emilie Caslaris sont désignées pour représenter le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des Commissions d'Attribution de Logements des bailleurs sociaux présents sur le territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Février 2018

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/018/CM

Habilitation de l'Association Départementale de Vaucluse pour la Sauvegarde de l'Enfance à l'Adulte (ADVSEA) pour la mise en œuvre sur le territoire de Pertuis d'actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L.121-2 et L.313-8-1,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération N°FAG 012-1015/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant transfert conventionnel des compétences départementales – Département du Vaucluse sur le territoire de la Commune de Pertuis,
- La convention cadre de transfert de compétences entre le Département de Vaucluse et la Métropole Aix-Marseille-Provence et son avenant n°2 propre à la compétence dite « prévention spécialisée », conclus le 23 janvier 2017,

CONSIDÉRANT

- Qu'en application du IV de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Département de Vaucluse a, sur le périmètre de la commune de Pertuis, transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence trois des huit groupes de compétences énumérés au IV de cet article L.5217-2 ;
- Que parmi les compétences ainsi transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence figurent notamment les actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, prévues au 2° de l'article L.121-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;
- Que l'article L.121-2 du CASF prévoit que, pour la mise en œuvre des actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, le Président de la Métropole habilite des organismes publics ou privés dans les conditions prévues aux articles L. 313-8, L. 313-8-1 et L. 313-9 du même code,

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Février 2018

- Que l'Association Départementale de Vaucluse pour la Sauvegarde de l'Enfance à l'Adulte (ADVSEA), qui dispose d'un service de prévention spécialisée, a notamment pour objet de mettre en œuvre tous les moyens légaux et réglementaires propres à assurer l'épanouissement et l'intégration sociale des enfants, adolescents et adultes en difficulté (sociale, sanitaire, familiale, scolaire, professionnelle) et de traiter toutes formes d'exclusion;
- Que dans ce cadre, il convient d'habiliter, pour l'année 2018, l'ADVSEA pour la mise en œuvre, sur le territoire de la commune de Pertuis, d'actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ;

ARRETE

Article 1 :

L'Association Départementale de Vaucluse pour la Sauvegarde de l'Enfance à l'Adulte (ADVSEA) est habilitée pour l'année 2018 à mettre en œuvre, sur le territoire de la commune de Pertuis, des actions de prévention spécialisée.

Article 2 :

Les actions de prévention spécialisée mentionnées à l'article précédent seront engagées au profit des jeunes de 11 à 24 ans et de leur famille, et auront pour objectifs de :

- Prévenir le décrochage et la rupture scolaire ;
- Contribuer à la prévention de la délinquance ;
- Appréhender les problématiques de santé dont les conduites addictives ;
- Traiter les problématiques de marginalisation et d'inadaptation sociale.

Article 3 :

Pour atteindre ces objectifs, l'ADVSEA interviendra selon 4 modalités :

Une présence sociale par un travail de rue, de proximité, une relation éducative directe avec les jeunes sur leurs points constatés de regroupement, et une observation du territoire et des groupes en complémentarité d'actions avec les acteurs locaux qui sont aussi en lien avec ces jeunes. Cette présence sociale peut s'exercer dans une amplitude horaire correspondant au temps de présence de ces jeunes dans leur territoire de vie ;

Des actions d'accompagnement collectif par une approche des groupes ;

Des actions d'accompagnement individuel à visée éducative et socioprofessionnelle dans la perspective d'inscrire les jeunes suivis dans la société. Les supports peuvent être l'accueil, l'entretien d'aide, l'accompagnement dans des démarches ;

A la demande de la Métropole, une contribution à l'élaboration de diagnostics dans le cadre d'instances partenariales.

Article 4 :

Les modalités de suivi administratif, financier et comptable des actions mises en œuvre seront déterminées dans une convention annuelle d'objectifs à intervenir, qui sera conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ADVSEA.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Février 2018

Le Président
Ancien Ministre
Vice-président honoraire du Sénat
Maire de Marseille

Arrêté n° 18/023/CM

Abrogation de l'arrêté d'occupation temporaire n°02-192/CC pour le kiosque à journaux situé 207 avenue du Prado 13008, à Julie Lecoeur.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille, résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- L'autorisation d'occupation temporaire n° 02-192/CC du 17 avril 2002 délivrée à Madame Julie Lecoeur pour l'exploitation du kiosque à journaux sis 207 avenue du Prado 13008 Marseille.

CONSIDÉRANT

- La demande de désistement de Madame Julie Lecoeur, du 15 décembre 2017 précisant la cessation définitive de son activité au 30 juin 2017

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté 02-192/CC délivré le 17 avril 2002 à Madame Julie Lecoeur en vue de l'exploitation d'un kiosque à journaux sis 207 avenue du Prado 13008 Marseille, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Il est porté à la connaissance de l'intéressée que la présente abrogation peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Février 2018

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressée devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Arrêté n° 18/024/CM

Arrêté de déconsignation au profit de la SCI MACLAI de la somme de 1 100 000 euros Quartier Bricard à Marignane.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La décision relatif à l'exercice du droit de préemption par la Métropole Aix-Marseille-Provence n° 17/398/D du 22 septembre 2017 ;
- L'arrêté de consignation n° 17/347/CM du 3 novembre 2017.

CONSIDÉRANT

- La suppression de l'obstacle au paiement.

ARRETE

Article 1 :

La somme de 1 100 000 euros représentant le montant de l'indemnité due pour l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence des parcelles BV n° 3 et 89 sises quartier Bricard à Marignane consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation sera déconsignée au profit de :

La SCI MACLAI
Représentée par Monsieur Jacky BONNEL
3 carrefour du Bricard
13700 Marignane

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Février 2018

Entre les mains de :

Maîtres BONETTO – CAPRA – MAITRE – COLONNA
Notaires associés
2 place du 11 novembre
BP 170
13723 Marignane Cedex.

Article 2 :

Les intérêts correspondants à la somme de 1 100 000 euros seront versés au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter de la date de consignation du 19 décembre 2017.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 9 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Février 2018

DÉCISIONS



Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/013/D

**Mission Elu : Monsieur Jean-Pierre Serrus - Conseil d'Administration du Gart -
16 janvier 2018**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean-Pierre Serrus en qualité de Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le 17 mars 2016 ;
- L'arrêté 16/123/CM relatif à la délégation de fonction de Monsieur Jean-Pierre Serrus du 8 avril 2016.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Jean-Pierre Serrus est Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mobilité, les déplacements et les transports.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Serrus se rendra à Paris le 16 janvier 2018 pour assister au Conseil d'Administration du GART (Groupement des Autorités Responsables de Transports).

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2018

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/014/D

Mise à disposition de parcelles de terrain appartenant à la SA Auchan Retail France, représentée par M. Luc Crespo, la SA Immochan FRANCE, représentée par M. Arthur Favier et la SNC Marrellimmo, également représentée par M. Arthur Favier, préalable au transfert de propriété nécessaire au démarrage des travaux du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.), à Marseille 10ème.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d’ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D’une longueur totale de 8,5km entre la mer et l’échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d’aménagement du territoire de l’agglomération marseillaise et il a pour objectif général d’améliorer le réseau routier de l’agglomération marseillaise afin de permettre d’améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l’agglomération marseillaise,
- Développer les réseaux et améliorer l’accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Janvier 2018

- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016 et, par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1er tronçon (section Echangeur Florian / Chemin du Vallon de Toulouse), s'est déroulée du 1er au 22 décembre 2016.

Ces travaux nécessitent l'intervention des services métropolitains sur des terrains appartenant à la SA AUCHAN Retail France, représentée par M. Luc CRESPO, la SA IMMOCHAN France, représentée par M. Arthur FAVIER et la SNC MARRELLIMMO, également représentée par M. Arthur FAVIER, pour lesquels il est nécessaire d'obtenir une mise à disposition afin de permettre le démarrage du chantier.

Au terme de ces travaux, les cessions foncières en vue de l'intégration dans le domaine public métropolitain des terrains en cause seront régularisées par acte notarié.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès des propriétaires, la mise à disposition des emprises foncières listées ci-dessous préalablement à leur transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux programmés au titre du projet.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que les parcelles appartenant à la SA AUCHAN Retail France, la SA IMMOCHAN France et la SNC MARRELLIMMO lui soient mises à disposition, préalablement au transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition de parcelles préalable au transfert de propriété doit être conclue entre la SA AUCHAN Retail France, la SA IMMOCHAN France et la SNC MARRELLIMMO et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention portant mise à disposition de parcelles, préalable au transfert de propriété des parcelles suivantes, sises à Marseille 10^{ème} arrondissement :

Référence cadastrale					Emprise		Hors emprise	
Sect.	N°	Nature	Lieu-Dit	Surface (m²)	N°	Surface (m²)	N°	Surface (m²)
859 A	26	Sol	Bd Achille Marcel	28797	A1	121	C	28427
					A2	233		
					B	16		
858 L	1	Lande	Bd Achille Marcel	376	R	11	S	365
858 L	2	Sol	47 Bd Romain Rolland	604	P	80	Q	524
858 L	3	Sol	45 Bd Romain Rolland	444	N	41	O	403
858 L	4	Sol	30 Bd Achille Marcel	831	L	163	M	668
858 L	5	Sol	32 Bd Achille Marcel	408	J	106	K	302
858 L	6	Sol	34 Bd Achille Marcel	576	H	68	I	508
858 L	7	Sol	36 Bd Achille Marcel	481	F	71	G	410
858 L	8	Sol	38 Bd Achille Marcel	418	D	85	E	333
					Total	995		

Cette convention est conclue à titre gracieux et sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété des parcelles en cause au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 23 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/036/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Jean-François Martin

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Justice Administrative et notamment l'article R532-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1705401-5 déposée le 26 juillet 2017 par Monsieur Jean-François Martin devant le Tribunal Administratif demandant l'annulation de la décision du 30 mars 2017 de retrait de l'autorisation temporaire d'occupation d'un poste à flot sur le club nautique de la Madrague de Montredon.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis, 15, Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/037/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Vedesi pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société SPS Sud Est.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête déposée par la Société SPS Sud Est devant le Tribunal Administratif de Marseille le 7 août 2017 (n° 1705687-3) demandant l'annulation du titre exécutoire n° 500410 d'un montant de 17 595,33 € émis le 9 juin 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à son encontre.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP Vedesi, Cabinet d'avocats, 28 rue d'Enghien 69002 Lyon.

Article 2 :

Le honoraires dus à la SCP Vedesi, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/038/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Cabanes-Neveu pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la Société Colas Midi Méditerranée.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La réclamation devant le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends et litiges en matière de marchés publics notifiée le 8 septembre 2017 à la demande de la société Colas Midi Méditerranée, mandataire du groupement Colas MM-Colas rail Bouygues TP-Soletanche bachy dans le cadre du marché M4 n° 13/139 travaux d'infrastructure, génie civil, voie ferrée et mobilier urbain d'un montant de 10 941 669,78 euros TTC au titre du prolongement du tramway Castellane ;
- La requête n° 1708442-3 déposée le 20 octobre 2017 par la société Colas Midi Méditerranée et notifiée par le Tribunal Administratif le 10 novembre 2017.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1708442-3 et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Cabanes-Neveu – 141, Avenue de Wagram – 75017 Paris

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Cabanes-Neveu, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/039/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sophie Sémériva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Stéphane Mandalos.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1709502-1 déposée par Monsieur Stéphane Mandalos devant le Tribunal Administratif de Marseille le 30 novembre 2017 demandant l'annulation de l'arrêté du 22 septembre 2017 lui infligeant une sanction disciplinaire d'exclusion temporaire de fonctions pour une durée de seize jours.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le dossier n° 1701452-7 et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sophie Sémériva – 2, Place de la Corderie – 13007 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Sémériva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/040/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sophie Sémériva pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant Monsieur Alain Piron.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'assignation en référé déposée par Monsieur Alain Piron, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille sollicitant la condamnation de la MATMUT à lui verser une indemnisation au titre du préjudice subi des suites de l'accident de circulation dans lequel était impliquée Madame Anaïs Bezzina, assurée auprès de la MATMUT ;
- L'audience de comparution fixée au 22 novembre 2017 à 8h30.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déclarer sa créance.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sophie Sémériva – 2, Place de la Corderie – 13007 Marseille.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2018

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sophie Sémériva, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN



Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/041/D

Mise à disposition d'une parcelle de terrain appartenant à la Société TRE Acquisition III, représentée par M. Frédéric Jariel, préalable au transfert de propriété nécessaire au démarrage des travaux du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.), à Marseille 10ème.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- Développer les réseaux et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2018

- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016 et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1er tronçon (section Echangeur Florian / Chemin du Vallon de Toulouse), s'est déroulée du 1er au 22 décembre 2016.

Ces travaux nécessitent l'intervention des services métropolitains sur une parcelle de terrain appartenant à la Société TRE Acquisition III, représentée par M. Frédéric JARIEL, pour laquelle il est nécessaire d'obtenir une mise à disposition afin de permettre le démarrage du chantier.

Au terme de ces travaux, la cession foncière en vue de l'intégration dans le domaine public métropolitain du terrain en cause sera régularisée par acte notarié.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès du propriétaire la mise à disposition de l'emprise foncière listée ci-dessous, préalablement à leur transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux programmés au titre du projet.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que la parcelle appartenant à la Société TRE Acquisition III lui soit mise à disposition, préalablement au transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition de parcelle préalable au transfert de propriété doit être conclue entre la Société TRE Acquisition III et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention portant mise à disposition de parcelle, préalable au transfert de propriété de la parcelle suivante, sise à Marseille 10^{ème} arrondissement :

Référence cadastrale					Num. du plan	Emprise		Reste	
Sect.	N°	Nature	Lieu-Dit	Surface		N°	Surface	N°	Surface
858 L	84	SOL	11 bd Romain Rolland	1068	13	113	287	112	781
						Total	287		

Cette convention est conclue à titre gracieux et sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété des parcelles en cause au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

:

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/042/D

Approbation d'une convention d'occupation temporaire à titre gratuit au bénéfice de la commune d'Istres pour l'implantation d'une antenne émetteur-récepteur sur l'emplacement de la parcelle cadastrée section E n° 563, sise Colline Saint-Etienne à Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2122-11 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble foncier, cadastré section E n° 563 sis Colline Saint-Etienne à Istres, lequel présente un emplacement, entre la Chapelle et la Vigie des pompiers, qui permet de répondre aux besoins en communications radio téléphoniques de la Police Municipale d'Istres ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à l'implantation d'un émetteur-récepteur sur ladite parcelle et que cette mise à disposition doit être formalisée par une convention ;

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2018

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au bénéfice de la commune d'Istres, pour l'implantation d'une antenne émetteur-récepteur sur l'emplacement de la parcelle cadastrée section E n° 563, sise Colline Saint-Etienne à Istres.

Article 2 :

La présente convention est consentie pour une durée de dix ans.

Article 3 :

La présente convention est délivrée à titre gratuit.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/043/D

Autorisation de signature de l'État Descriptif de Division en Volume modificatif final du projet de reconfiguration du stade Orange Vélodrome et de ses abords, préalable au transfert de certains volumes au profit de la Métropole Aix-Marseille Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 17/1777/UAGP du 26 juin 2017 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille portant autorisation de signature de l'état descriptif de division en volume modificatif final du projet de reconfiguration du stade Orange Vélodrome et de ses abords, préalable au transfert de certains volumes à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre de la reconfiguration du stade Orange Vélodrome et ses abords, la Ville a conclu un contrat de partenariat avec la société AREMA.

Ce contrat a pour objet la reconfiguration du stade Orange Vélodrome et du stade Delort, la création d'un programme immobilier de 100 000 m² répartis sur les trois sites de Raymond Teisseire, du Chevalier Roze et à l'angle des allées Ray Grassi et du Boulevard Michelet.

Ces ouvrages publics sont la station d'épuration située sous le stade Delort et sous l'esplanade Ganay, de propriété et compétence communautaire, déléguées à la société SERAM ainsi que le métro aérien et souterrain, de propriété et de compétence métropolitaine, exploité par la Régie des Transports Marseillais.

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2018

Le projet a fait l'objet d'une mise au point en relation avec les différents services gestionnaires des espaces publics et des ouvrages depuis la signature des modifications à l'état descriptif de division en volume sur la zone du stade Delort, et nécessite une mise à jour sous la forme d'un modificatif final de l'état descriptif de division en volume.

Cette mise au point concerne notamment la modification des limites de volumes entre le stade Delort et les émergences de la station d'épuration (STEP), les voiries intérieures Est depuis la rue Raymond Teisseire et Ouest depuis le boulevard Michelet, les parkings à l'Est et à l'Ouest du stade et les berges de l'Huveaune ; mais aussi la création d'un volume correspondant à la maison du gardien du stade Delort et le terrain correspondant, restant de gestion municipale.

CONSIDÉRANT

- Que ce modificatif final de l'état descriptif de division en volume est un préalable au transfert de certains volumes à la Métropole Aix-Marseille-Provence, tels que la station d'épuration, le métro, et les voiries réalisées dans le cadre du projet.

DECIDE

Article 1 :

Est Autorisation de signature de l'État Descriptif de Division en Volume modificatif final du projet de reconfiguration du stade Orange Vélodrome et de ses abords, préalable au transfert de certains volumes au profit de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 02 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/044/D

Convention d'occupation précaire pour le Tournage au : 500 avenue du Pic de Bertagne à Gémenos

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire du bien sis 500 avenue du Pic de Bertagne ZA de la Plaine de Jouques -13420 Gémenos. Dans le cadre du tournage d'un téléfilm, « Ronde de nuit », France Télévisions a sollicité la Métropole pour l'occupation pendant 10 jours des anciens locaux administratifs.

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

Durée : 10 jours, du 17 janvier au 26 janvier 2018 décomposés :

- du 17 janvier 2018 08 h au 19 janvier 2018 19h, puis le 25 à partir de 8h au 26 janvier 2018 12h, pour la décoration et le nettoyage
- 3 jours de tournage de 8h à 20h les 22, 23 et 24 janvier.

Redevance : 224 euros TTC par jour d'occupation soit pour les 10 jours 2240 euros TTC

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du tournage du téléfilm « Ronde de nuit » par France Télévision, il y a lieu de signer une convention d'occupation précaire
- Que la Métropole Aix-Marseille Provence autorise cette occupation pour une durée de 10 jours, du 17 janvier au 26 janvier 2018.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire avec France Télévisions, du 17 janvier au 26 janvier 2018, dont 3 jours de tournage de 8h à 20h les 22, 23 et 24 janvier pour l'occupation des locaux sis 500 avenue du Pic de Bertagne ZA de la Plaine de Jouques - 13420 Gémenos.

Article 2 :

Cette convention est conclue moyennant une redevance de 224 euros TTC par jour soit 2240 euros TTC, payable à réception du titre de recettes émis par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence autorise SCOP TI à signer une convention d'occupation précaire avec France Télévisions aux conditions ci-avant énoncées.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/045/D

Retour dans le patrimoine de la Ville de Marseille du local sis 35 Cours Estienne d'Orves à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

Modification de la liste des biens immobiliers transférés à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole – retour à la Ville de Marseille du local bâti sur le domaine public sis 55 cours Estienne D'orves 13 001 Marseille, Convention 04/1261 – Approbation d'un avenant n° (10)

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015. Elle exerce de plein droit, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place des Communautés d'agglomérations et Communauté Urbaine, les compétences énumérées à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les immeubles et meubles faisant partie du domaine public des Communes et des Communes membres et nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole Aix-Marseille Provence ont été affectés de plein droit à la Métropole, qui exerce ainsi l'ensemble des droits et obligations du propriétaire depuis le 1^{er} janvier 2016.

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2018

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est vue transférer par délibération du 29 mars 2004 n° 04/0352/EHCV pour la Ville de Marseille et du 31 mars 2004 pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FAG 25/132/CC, une liste de biens parmi lesquels figure un bien bâti sur le domaine public sis 35 cours Estienne D'orves, escalier Louis Henri Maunier - Marseille 13 001

La Direction de Propreté Urbaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence n'a plus l'utilité de ce local. Il est donc proposé de le retirer de la liste des biens transférés.

La Ville de Marseille a approuvé le retour dans son patrimoine dudit local par délibération n°17/2341/UAGP du 11 décembre 2017.

En conséquence, il convient d'approuver l'avenant n°10 à la convention n° 04/1261 annexée à la délibération du Conseil de Communauté du 31 mars 2004, qui acte le retrait du local sis sur le domaine public, 33 cours Estienne D'orves, escalier Louis Henri Maunier - Marseille 13 001 de la liste des biens transférés.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence n'a plus l'utilité du local sus nommé, il convient de le rendre à la Ville de Marseille

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°10 ci-annexé, à la convention n° 04/1261 du 27 octobre 2004 relatif au retrait de la liste des biens transférés, du local bâti sur le domaine public sis 35 cours Estienne d'Orves, escalier Louis Henri Maunier - Marseille 13 001

Article 2 :

Est approuvé le retour dans le patrimoine de la ville de Marseille du bien bâti sur le domaine public 35 cours Estienne d'Orves, escalier Louis Henri Maunier - Marseille 13 001

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 31 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Janvier 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/046/D

Mission Elus : Messieurs Serrus et Vigouroux Frédéric - Déjeuner de travail - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.
- La délibération HN n° 004-006/16-CM du 17 mars 2016 portant élection de Monsieur Jean-Pierre Serrus en qualité de 18ème Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 16/123/CM relatif à la délégation de fonction de Monsieur Jean-Pierre Serrus du 8 avril 2016.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Jean-Pierre Serrus est Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mobilité, les déplacements et les transports
- Que Monsieur Frédéric Vigouroux est Conseiller Métropolitain et Vice-Président sur le Conseil de Territoire à l'économie et cohésion sociale d'Istres Ouest Provence.

DECIDE

Article 1 :

Messieurs Jean-Pierre Serrus et Frédéric Vigouroux se rendront les 23 et 24 janvier 2018 à Paris pour honorer un déjeuner de travail prévu avec Monsieur Philippe Duron et moi-même à Paris 6^{ème}, sis 6, rue saint Simon.

Reçu au Contrôle de légalité le 26 Janvier 2018

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

18 / 0 4 7 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2016130550127

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500218

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13209 Marseille - 9e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

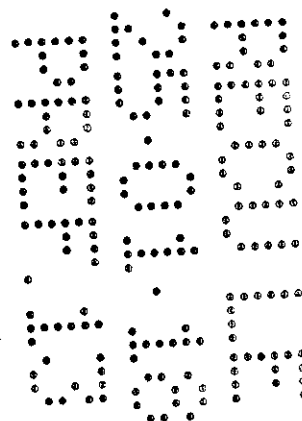
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : La Roseraie II
116 Boulevard Ste Marguerite
13009 MARSEILLE

mf

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLUS

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	30 000,00	2,31%
Sous-total Subventions	30 000,00	2,31%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	222 838,00	17,14%
Prêt CDC logement	617 071,00	47,47%
1%.	280 000,00	21,54%
Sous-total Prêts	1 119 909,00	86,15%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	150 000,00	11,54%
Sous-total Fonds Propres	150 000,00	11,54%
Total du Financement (I + II + III)	1 299 909,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 299 909,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 133 403,71 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	580,98 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	580,98 m²
Assiette *		1 133 403,71 €
Taux de subvention		0,00 %
SUBVENTION		0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	580,98 m²
Assiette : 1 133 403,71 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

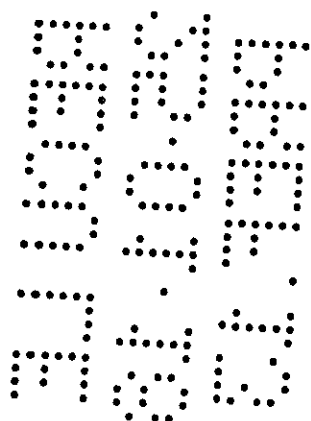
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	216 210,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	885 496,00 €
Prestations intellectuelles et frais	130 435,00 €
Prix de revient H.T.	1 232 141,00 €
Décision No : 20171305500218	Page : 3/4

Montant de la TVA	67 768,00 €
Prix de revient TTC	1 299 909,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 237,44 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



**DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

Numéro d'opération :
2017130550230

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500235

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13209 Marseille - 9e arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

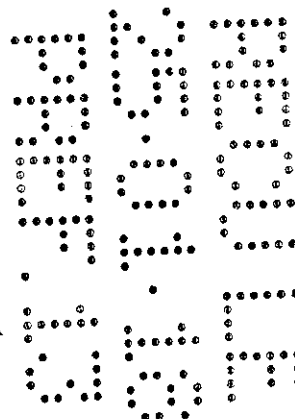
Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A



Opération : La Roseraie II - PLS
116 Boulevard Ste Marguerite
13009 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 23 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 23 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 23 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

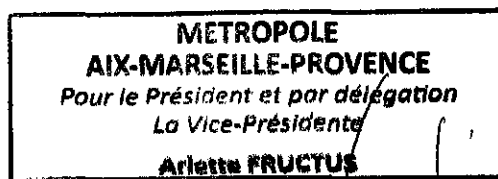
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non-réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 22 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	522 445,00	13,55%	1,88%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	2 287 601,00	59,34%	1,88%
Prêt complémentaire CDC	700 000,00	18,16%	1,88%
Sous-total Prêts	3 510 046,00	91,05%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	345 000,00	8,95%	
Sous-total Fonds Propres	345 000,00	8,95%	
Total du Financement (I + II + III)	3 855 046,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	3 855 046,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	23	1 422,92 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	23	1 422,92 m²
TOTAL DE LA DECISION		
Nombre de logements : 23	Surface utile	1 422,92 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION	0,00 €
	Taux moyen de subvention	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

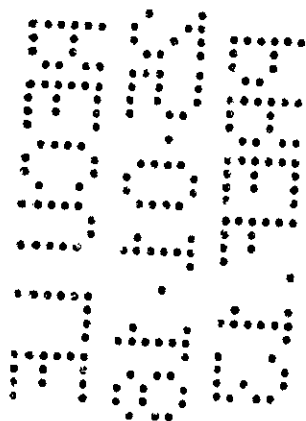
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	495 208,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 824 324,00 €
Prestations intellectuelles et frais	334 540,00 €
Prix de revient H.T.	3 654 072,00 €
Montant de la TVA	200 974,00 €
Prix de revient TTC	3 855 046,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 709,25 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/049/D

Mission Elu : Jean-Pierre Serrus - le 26 janvier 2018 - Cérémonie de remise des médailles de la mobilité - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.
- La délibération HN n° 004-006/16-CM du 17 mars 2016 portant élection de Monsieur Jean-Pierre Serrus en qualité de 18ème Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 16/123/CM relatif à la délégation de fonction de Monsieur Jean-Pierre Serrus du 8 avril 2016.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Jean-Pierre Serrus est Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mobilité, les déplacements et les transports

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Jean-Pierre Serrus se rendra le 26 janvier 2018 à Paris pour me représenter à la cérémonie de remises des médailles de la Mobilité.

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2018

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 février 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/050/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'une parcelle appartenant à l'Etat sise site de Luminy à Marseille 9ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole au Président pour les missions foncières ;
- La convention de mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété.

PREAMBULE

Dans le cadre de la réalisation du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) Castellane-Luminy et notamment en vue de l'aménagement du tronçon (Campus-Luminy), il a été convenu l'acquisition d'une parcelle d'une superficie de 12 896 m² cadastrée 851 M 0052.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sise sur le site de Luminy à Marseille 9^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que la parcelle appartenant à l'Etat lui soit mise à disposition préalablement à son transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété doit être conclue entre l'Etat, propriétaire de la parcelle de terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage.

DECIDE

Article 1 :

Cette décision annule et remplace la décision n° 17/204/D du 6 juin 2017.

Article 2 :

Est signée avec l'Etat une convention de mise à disposition anticipée au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence préalable à son transfert de propriété d'emprise foncière suivante :

- 851 M 0052 pour une superficie de 12 896 m²

Cette convention est conclue à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique notarié de transfert de propriété de la parcelle en cause au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/051/D

Mission Elue : Madame Monique Cordier - Rencontre zéro Déchet Zéro Gaspillage - 6 et 7 février 2018 - Paris 12ème

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que Madame Monique Cordier est conseillère métropolitaine au Conseil de Territoire Marseille-Provence et déléguée à la Propreté et gestion des Déchets.

DECIDE

Article 1 :

Madame Monique Cordier se rendra les 5, 6 et 7 février 2018 à Paris pour assister à la rencontre des territoires Zéro Déchet Zéro Gaspillage.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 février 2018

Le Président,

Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/052/D

Mission Elu : Monsieur Roland BLUM - Conseil d'Administration de France Urbaine - 7 février 2018

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 004-006-16/CM du 17 mars 2016 portant élection de Monsieur Roland Blum en qualité de 14ème Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- L'arrêté n° 16/119/CM du 8 avril 2016 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Roland Blum ;

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Roland Blum est Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué aux Finances.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Roland Blum se rendra le 6 février 2018 pour me représenter à la Commission Finances de France Urbaine prévue le 7 février 2018.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 02 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 2 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/053/D

Modification de la décision n°16/130/D du 22 janvier 2018 - Régie d'avances du port de La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La décision n°16/130/D du 19 août 2016 relative à la régie d'avance pour le paiement des dépenses occasionnées par le fonctionnement du port de La Ciotat ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 janvier 2018.

CONSIDÉRANT

- La nécessité de modifier l'article 8 de la décision n°16/130/D du 19 août 2016.

DECIDE

Article 1 :

L'article 8 de la décision n°16/130/D du 19 août 2016 est modifié comme suit : « le régisseur est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur ».

Article 2 :

Les autres articles de la décision n°16/130/D du 19 août 2016 demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/054/D

Modification de la Décision n°16/145/D - Régie d'avances pour le fonctionnement du crématorium de Saint Pierre

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles R.1617-1 à R.1617-18 relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La décision n°16/145/D du 19 août 2016, relative à la création de la régie d'avance pour le paiement des dépenses occasionnées par le fonctionnement du crématorium de Saint Pierre ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 22 janvier 2018.

CONSIDÉRANT

- La nécessité de modifier l'article 8 de la décision n°16/145/D du 19 août 2016.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

DECIDE

Article 1 :

L'article 8 de la décision n°16/145/D du 19 août 2016 est modifié comme suit : « le régisseur est assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur ».

Article 2 :

Les autres articles de la décision n°16/145/D du 19 août 2016 demeurent inchangés.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur le Receveur des Finances Marseille Municipale et Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/055/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Rognac pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 4 rue des Borys à Rognac appartenant à Monsieur Jean-Luc Génoves et Madame Isabelle Robert

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 17049 du 30 juin 2017 du conseil municipal de la commune de Rognac instituant le droit de préemption renforcé sur la Commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Rognac le 24 octobre 2017 et complétée le 10 janvier 2018 enregistrée sous le n° 013081 17 0179 portant aliénation d'un appartement de 46,83 m² et d'une place de stationnement cadastrés BN168 sis 4 rue des Borys appartenant à Monsieur Jean-Luc Genoves et Madame Isabelle Robert au prix de 55 000 euros.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des articles L 5217-2 et L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant transfert de la compétence « Aménagement de l'espace métropolitain », le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue titulaire du droit de préemption urbain prévu par le Code de l'Urbanisme qui s'exerçait sur le territoire des 92 communes composant la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale ; que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain sur la commune de Rognac sur le bien immobilier cadastré section BN numéro 168 classé en zone UA et UBa du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 30 juin 2017,
- Que cette préemption relève d'une compétence communale, en ce qu'elle permet de répondre à une politique locale de l'habitat au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, et qu'elle ne relève pas d'un intérêt métropolitain, tel que défini dans la délibération du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme,
- Que cette compétence communale doit permettre la création de logements sociaux et en conséquence répond aux exigences de l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains, et participe à la requalification du centre ancien de la commune de Rognac,

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Rognac pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BN numéro 168 sis 4 rue des Borys appartenant à Monsieur Jean-Luc Genoves et Madame Isabelle Robert et suivant la déclaration d'intention d'aliéner susvisée désignant :

Un appartement de 46,83 m² et d'une place de stationnement cadastrés BN168 sise 4 rue des Borys, au prix de 55 000 euros.

Article 2 :

Par cette délégation, le délégataire obtient la maîtrise complète du processus de préemption et, en conséquence, est soumis aux mêmes obligations que le titulaire concernant les conditions de préemption et d'utilisation du bien préempté.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/056/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Rognac pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 4 rue des Borys à Rognac appartenant à Monsieur Jean-Luc Genoves et Madame Isabelle Robert

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 17049 du 30 juin 2017 du conseil municipal de la commune de Rognac instituant le droit de préemption renforcé sur la Commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Rognac le 24 octobre 2017 et complétée le 10 janvier 2018 enregistrée sous le n° 013081 17 0178 portant aliénation d'un appartement 45,74 m² et d'une place de stationnement cadastrés BN168 sis 4 rue des Borys appartenant à Monsieur Jean-Luc Genoves et Madame Isabelle Robert, au prix de 55 000 euros.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des articles L 5217-2 et L 5218-2 du Code général des Collectivités Territoriales portant transfert de la compétence « Aménagement de l'espace métropolitain », le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue titulaire du droit de préemption urbain prévu par le Code de l'Urbanisme qui s'exerce sur le territoire des 92 communes composant la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale ; que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain sur la commune de Rognac sur le bien immobilier cadastré section BN numéro 168 classé en zone UA et UBa du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 30 juin 2017,
- Que cette préemption relève d'une compétence communale, en ce qu'elle permet de répondre à une politique locale de l'habitat au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, et qu'elle ne relève pas d'un intérêt métropolitain, tel que défini dans la délibération du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme,
- Que cette compétence communale doit permettre la création de logements sociaux et en conséquence répond aux exigences de l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains, et participe à la requalification du centre ancien de la commune de Rognac.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Rognac pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BN numéro 168 sis 4 rue des Borys appartenant à Monsieur Jean-Luc Genoves et Madame Isabelle Robert et suivant la déclaration d'intention d'aliéner susvisée désignant :

Un appartement de 45,74 m² et d'une place de stationnement cadastrés BN168 sise 4 rue des Borys, au prix de 55 000 euros.

Article 2 :

Par cette délégation, le délégataire obtient la maîtrise complète du processus de préemption et, en conséquence, est soumis aux mêmes obligations que le titulaire concernant les conditions de préemption et d'utilisation du bien préempté.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/057/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Rognac pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 4 rue des Borys à Rognac appartenant à Monsieur Jean-Luc Genoves et Madame Isabelle Robert

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 17049 du 30 juin 2017 du conseil municipal de la commune de Rognac instituant le droit de préemption renforcé sur la Commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Rognac le 24 octobre 2017 et complétée le 10 janvier 2018 enregistrée sous le n° 013081 17 0180 portant aliénation d'une chambre, d'un garage et d'un dégagement de 21,44 m² et d'une place de stationnement cadastrés BN168 sise 4 rue des Borys, appartenant à Monsieur Jean-Luc Genoves et Madame Isabelle Robert, au prix de 41 500 euros

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des articles L 5217-2 et L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant transfert de la compétence « Aménagement de l'espace métropolitain », le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue titulaire du droit de préemption urbain prévu par le Code de l'Urbanisme qui s'exerçait sur le territoire des 92 communes composant la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale ; que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain sur la commune de Rognac sur le bien immobilier cadastré section BN numéro 168 classé en zone UA et UBa du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 30 juin 2017,
- Que cette préemption relève d'une compétence communale, en ce qu'elle permet de répondre à une politique locale de l'habitat au sens de l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme, et qu'elle ne relève pas d'un intérêt métropolitain, tel que défini dans la délibération du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme,
- Que cette compétence communale doit permettre la création de logements sociaux et en conséquence répond aux exigences de l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains, et participe à la requalification du centre ancien de la commune de Rognac.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Rognac pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section BN numéro 168 sis 4 rue des Borys appartenant à Monsieur Jean-Luc Genoves et Madame Isabelle Robert et suivant la déclaration d'intention d'aliéner susvisée désignant :

Une chambre, un garage et un dégagement de 21,44 m² et d'une place de stationnement cadastrés BN168 sis 4 rue des Borys, au prix de 41 500 euros.

Article 2 :

Par cette délégation, le délégataire obtient la maîtrise complète du processus de préemption et, en conséquence, est soumis aux mêmes obligations que le titulaire concernant les conditions de préemption et d'utilisation du bien préempté.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/059/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Gilbert Sindrès pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société Epur Méditerranée.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1601511-3 présentée par la Société Epur Méditerranée, déposée devant le Tribunal Administratif de Marseille le 22 février 2016 demandant l'annulation du décompte de résiliation adressé le 20 août 2015 par la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Gilbert Sindrès, SELARL Sindrès, 40 rue Edouard Delanglade – 13006 Marseille,

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Gilbert Sindrès (SELARL Sindrès), pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/060/D

Décision d'ester en justice. Désignation du Cabinet Léonardi Catsicalis pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Salim Djerari.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Justice Administrative et notamment l'article R532-1
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1709081-1 déposée le 13 novembre 2017 par Monsieur Salim Djerari devant le Tribunal Administratif de Marseille demandant l'annulation de la décision rendue le 14 septembre 2017 par le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence rejetant le recours gracieux relatif à sa demande de protection fonctionnelle.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif et d'être représenté dans cette affaire par le Cabinet Léonardi Catsicalis, 15, Avenue Victor Hugo – 13100 Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Léonardi Catsicalis pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/061/D

Décision d'ester en justice. Désignation de Maître Sandrine Bézard du Cabinet Vinsonneau pour représenter les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à l'Etat.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête présentée par la Métropole Aix-Marseille-Provence contre la décision du 19 octobre 2017 par laquelle la MRAE de la région PACA a soumis à évaluation environnementale la procédure de modification n°1 du PLU de la commune d'Aix-en-Provence.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par Maître Sandrine Bézard du Cabinet Vinsonneau, 11 Bis, rue de la loge – 34000 Montpellier, aux fins d'engager un recours pour excès de pouvoir dirigé contre la décision du 19 octobre 2017 par laquelle la MRAE de la région PACA a soumis à évaluation environnementale la procédure de modification n°1 du Plan Local Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Sandrine Bézard du Cabinet Vinsonneau, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 26 janvier 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/062/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la SOLEAM d'un bien situé à Marseille 13001 - 48 rue des petites Maries

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L 300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Marseille n° 87/291/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice de droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération de Conseil de Communauté n° FTC 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert à la Communauté urbaine Marseille Provence des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

- La délibération n° URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 fixant des conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille;
- La concession d'aménagement opération d'aménagement "Grand Centre Ville" n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert de la Communauté Urbaine Marseille Provence des opérations d'aménagements en cours des communes de Marseille et de La Ciotat ;
- La déclaration d'intention d'aliéner DA 13201 18 0004 reçue le 2 janvier 2018 ;

CONSIDÉRANT

- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché du logement ;
- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces biens entrent en effet dans le champ de l'opération Grand Centre Ville de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM ; cette opération visant le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m² de locaux d'activité et d'équipements ;

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de l'immeuble situé 48 rue des petites Maries 13001 Marseille, cadastré 801 B 63 d'une superficie de 100 m², appartenant à Monsieur Merabet relevant du champ de compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550267

N° SIREN du maître d'ouvrage
330881814

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL

Les Loges du Stade
22, Allée Ray Grassi
CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500324

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13022 Cassis

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Alphonse Daudet-6PLS
Rue Alphonse Daudet
13260 Cassis

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 6 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 JAN. 2018


METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
1%.	240 000,00	29,46%	
CC1 foncier PLS	223 538,00	27,44%	1,81%
Prêt CDC logement	281 151,00	34,51%	1,81%
Sous-total Prêts	744 689,00	91,41%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	70 000,00	8,59%	
Sous-total Fonds Propres	70 000,00	8,59%	
Total du Financement (I + II + III)	814 689,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	814 689,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

6

423,61 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

6

423,61 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6

Surface utile :

423,61 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

228 258,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

525 403,00 €

Prestations intellectuelles et frais

19 577,00 €

Prix de revient H.T.

773 238,00 €

Montant de la TVA

41 451,00 €

Prix de revient TTC

814 689,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

1 923,21 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

2017
2018
2019
2020
2021

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550255

N° SIREN du maître d'ouvrage
330881814

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENÇAL

Les Loges du Stade
22, Allée Ray Grassi
CS 90030

13272 Marseille cedex 08

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500323

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13022 Cassis

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : alphonse Daudet
Rue Alphonse Daudet
13260 Cassis

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 24 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 24 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 15 logements PLUS
- 9 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. NOUVEAU LOGIS PROVENCAL (n° SIREN : 330881814).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 88200.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

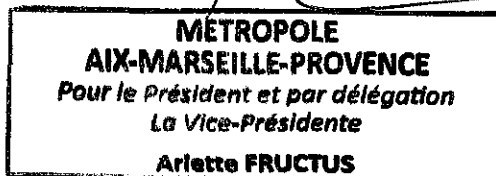
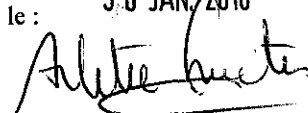
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 JAN 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161.Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	7,22%
Subvention Commune	22 000,00	1,80%
Subvention EPCI	27 000,00	2,21%
Sous-total Subventions	137 200,00	11,23%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	335 307,00	27,44%
Prêt CDC logement	719 527,00	58,88%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	1 054 834,00	86,32%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	30 000,00	2,45%
Sous-total Fonds Propres	30 000,00	2,45%
Total du Financement (I + II + III)	1 222 034,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Commune	110 000,00	5,40%
Subvention EPCI	45 000,00	2,21%
Sous-total Subventions	155 000,00	7,61%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	558 846,00	27,44%
Prêt CDC logement	854 799,00	41,97%
1%.	120 000,00	5,89%
Sous-total Prêts	1 533 645,00	75,30%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	348 079,00	17,09%
Sous-total Fonds Propres	348 079,00	17,09%
Total du Financement (I + II + III)	2 036 724,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	132 000,00	4,05%
Subvention Etat	88 200,00	2,71%
Subvention EPCI	72 000,00	2,21%
Sous-total Subventions	292 200,00	8,97%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 574 326,00	48,31%
Prêt CDC foncier	894 153,00	27,44%
1%.	120 000,00	3,68%

Sous-total Prêts	2 588 479,00	79,43%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	378 079,00	11,60%
Sous-total Fonds Propres	378 079,00	11,60%
Total du Financement (I + II + III)	3 258 758,00	100,00%
Coût de l'opération/ dépassement	3 258 758,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 273 833,64 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	15	917,77 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	15	917,77 m²
Assiette *	:	1 466 590,98 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	505,16 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	9	505,16 m²
Assiette *	:	807 242,66 €
Taux de subvention	:	10,93 %
SUBVENTION	:	88 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 24	Surface utile :	1 422,93 m²
Assiette : 2 273 833,64 €	SUBVENTION :	88 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,88 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 88 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	913 034,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 101 611,00 €
Prestations intellectuelles et frais	78 308,00 €
Prix de revient H.T.	3 092 953,00 €
Montant de la TVA	165 805,00 €
Prix de revient TTC	3 258 758,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 290,17 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Décision No : 20171305500323

Page : 4/5

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

2017
01.02.18
PREF. 13

18 / 06 57-01

01.02.18
PRF.13



DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550168

N° SIREN du maître d'ouvrage
305918732

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500301

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13069 Péliganne

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : N-PELISSANNE St Joseph VEFA Océanis-4 PLS
Chemin de Saint Joseph
13330 Péliganne

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 4 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : NEOLIA (n° SIREN : 305918732).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : Crédit Coopératif

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

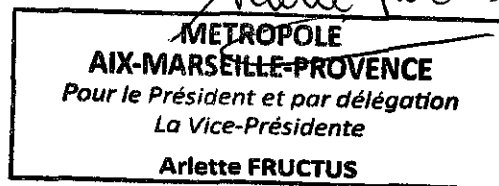
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 JAN. 2018
Arlette Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt CDC logement	186 756,00	21,47%	1,81%
CC1 foncier PLS	256 838,00	29,53%	1,81%
1%.	70 000,00	8,05%	
Sous-total Prêts	513 594,00	59,05%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	356 198,00	40,95%	
Sous-total Fonds Propres	356 198,00	40,95%	
Total du Financement (I + II + III)	869 792,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	869 792,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	4	374,84 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	4	374,84 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4	Surface utile :	374,84 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	819 669,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	
Prestations intellectuelles et frais	2 879,00 €
Prix de revient H.T.	822 548,00 €
Montant de la TVA	47 244,00 €
Prix de revient TTC	869 792,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 320,44 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0034
31 50 10
31 7344

18 / 06 / 2018



01.02.18
PRÉF. 13

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550167

N° SIREN du maître d'ouvrage
305918732

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

NEOLIA
NEOLIA

34 Rue de la Combe aux Biches
CS 75267

25200 MONTBELIARD

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500300

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13069 Péliganne

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : N-PELISSANNE-St Joseph VEFA 13Océanis-19PLUS 4PLAI
Chemin de Saint Joseph
13330 Péliganne

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 23 logement(s) locatif(s) sociaux dont 3 individuel(s) et 20 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 19 logements PLUS
 - 4 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : NEOLIA (n° SIREN : 305918732).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39200.00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

30 JAN. 2018

Arlette Fructus
METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour le Président et par délégation
La Vice-Présidente
Arlette FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	6,55%
Subvention EPCI	8 600,00	1,34%
Sous-total Subventions	47 200,00	7,89%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	374 594,00	62,59%
Prêt CDC foncier	176 739,00	29,53%
1%.	0,00	0,00%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	551 333,00	92,11%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	598 533,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	24 000,00	0,78%
Sous-total Subventions	24 000,00	0,78%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 534 780,00	50,10%
Prêt CDC foncier	904 585,00	29,53%
1%.	245 000,00	8,00%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	60 000,00	1,96%
Sous-total Prêts	2 744 365,00	89,59%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	295 050,00	9,63%
Sous-total Fonds Propres	295 050,00	9,63%
Total du Financement (I + II + III)	3 063 415,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	1,07%
Subvention EPCI	32 000,00	0,87%
Sous-total Subventions	71 200,00	1,94%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 909 374,00	52,14%
Prêt CDC foncier	1 081 324,00	29,53%
1%.	245 000,00	6,69%
Prêt PEEC remboursement IN FINE	60 000,00	1,64%

Sous-total Prêts	3 295 698,00	90,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	295 050,00	8,06%
Sous-total Fonds Propres	295 050,00	8,06%
Total du Financement (I + II + III)	3 661 948,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 661 948,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention: 2 824 637,19 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	16	1 039,06 m²
Logements « Individuel »	3	281,13 m²
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	19	1 320,19 m²
Assiette *	:	2 362 959,81 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	257,94 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	257,94 m²
Assiette *	:	461 677,38 €
Taux de subvention	:	8,49 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 23	Surface utile :	1 578,13 m²
Assiette : 2 824 637,19 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,39 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	
Coût du bâtiment ou des travaux	3 450 922,00 €
Prestations intellectuelles et frais	12 121,00 €
Prix de revient H.T.	3 463 043,00 €
Montant de la TVA	198 905,00 €
Prix de revient TTC	3 661 948,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 320,43 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

RECEVU
01.02.13
PAR 13

18 / 067 / 01



Liberté - Egalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

01.02.18
PRÉF. 13

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550236

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500296
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13050 Lambesc

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 3
Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2017

Opération : Chemin des Oullières - PLS
Lambesc
13410 Lambesc

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (C.G.I.) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

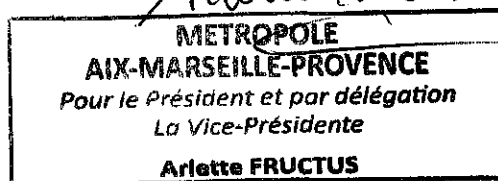
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 30 JAN. 2018

Arlette Fructus



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	18 340,00	3,38%	
Subvention Département	81 387,67	15,00%	
Sous-total Subventions	99 727,67	18,38%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	309 998,00	57,13%	1,86%
CDC foncier PLS	132 856,00	24,49%	1,86%
Sous-total Prêts	442 854,00	81,62%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	542 581,67	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	542 581,67		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

262,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

262,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

262,00 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

154 288,63 €

Coût du bâtiment ou des travaux

308 577,26 €

Prestations intellectuelles et frais

51 429,54 €

Prix de revient H.T.

514 295,43 €

Montant de la TVA

28 286,24 €

Prix de revient TTC

542 581,67 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 070,92 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 34
81 00 10
01 73 44

18 / 068 / D



01.02.18
PRÉF. 13

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550095

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe
BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500295

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13050 Lambesc

Exercice
2017

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : VEFA- Chemin des Oulrières
Lambesc
13410 Lambesc

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEV 008-1846/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49000.00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

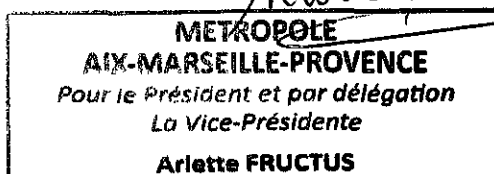
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

30 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	6,19%
Subvention EPCI	65 250,00	8,24%
Subvention Département	112 776,00	14,24%
Sous-total Subventions	227 026,00	28,67%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	347 657,00	43,91%
Prêt CDC foncier	169 423,00	21,40%
Sous-total Prêts	517 080,00	65,31%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	47 662,80	6,02%
Sous-total Fonds Propres	47 662,80	6,02%
Total du Financement (I + II + III)	791 768,80	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	85 960,00	6,97%
Subvention Département	191 020,00	15,49%
Sous-total Subventions	276 980,00	22,45%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	588 858,00	47,74%
Prêt CDC foncier	286 967,00	23,26%
Sous-total Prêts	875 825,00	71,00%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	80 731,00	6,54%
Sous-total Fonds Propres	80 731,00	6,54%
Total du Financement (I + II + III)	1 233 536,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	303 796,00	15,00%
Subvention Etat	49 000,00	2,42%
Subvention EPCI	151 210,00	7,47%
Sous-total Subventions	504 006,00	24,89%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	936 515,00	46,24%
Prêt CDC foncier	456 390,00	22,53%
Sous-total Prêts	1 392 905,00	68,78%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	128 393,80	6,34%

Sous-total Fonds Propres	128 393,80	6,34%
Total du Financement (I + II + III)	2 025 304,80	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 025 304,80	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 658 601,87 €

Aide : PLUS

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

9

Surface utile

362,50 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

9

362,50 m²

Assiette * : 615 712,42 €

Taux de subvention : 0,00 %

SUBVENTION : 0,00 €

Aide : PLA-I

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

5

Surface utile

614,00 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

5

614,00 m²

Assiette * : 1 042 889,45 €

Taux de subvention : 4,70 %

SUBVENTION : 49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14

Surface utile : 976,50 m²

Assiette : 1 658 601,87 €

SUBVENTION : 49 000,00 €

Taux moyen de subvention : 2,95 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 49 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	575 916,06 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 151 832,12 €
Prestations intellectuelles et frais	191 972,02 €
Prix de revient H.T.	1 919 720,20 €
Montant de la TVA	105 584,60 €
Prix de revient TTC	2 025 304,80 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 074,04 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2011130550016_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500181

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13201 Marseille - 1er arrondissement

Nature des logements
Autres logements foyers

Type de bénéficiaire
Ménages

Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone B

Exercice
2017

Opération : PLAI - DRAILLE 2 (logements familiaux d'urgence)
38 rue du Musée
13001 Marseille 1er

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

12/10/2011

N° de décision

20111305500075

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. ERILIA

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

Ville :

13291 Marseille Cedex 06

Exercice :

2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 9)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

396 412,20 €

Recalculée

601 145,38 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 108 000,00 €

(B) 108 000,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 86 400,00 €

Solde à verser

(B-C) 21 600,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

30 JAN. 2018



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	108 000,00	5,58%
Surcharge foncière	27 000,00	1,39%
Ville de Marseille	72 000,00	3,72%
Conseil Régional	22 299,00	1,15%
Subvention EPCI	27 000,00	1,39%
Sous-total Subventions	256 299,00	13,24%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	326 391,81	16,86%
Prêt CDC foncier	1 353 645,66	69,91%
Sous-total Prêts	1 680 037,47	86,76%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 936 336,47	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 936 336,47	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 601 145,38 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	193,90 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	9	193,90 m²
Assiette *	:	601 145,38 €
Taux de subvention	:	17,97 %
SUBVENTION	:	108 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9	Surface utile :	193,90 m²
Assiette : 601 145,38 €	SUBVENTION :	108 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	17,97 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	193,90 m²
Assiette de subvention	:	1 677 321,97 €
Taux de subvention	:	1,61 %
Montant de subvention	:	27 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière HT	31039	209 087,35 €
Coût du bâtiment ou des travaux		1 413 212,81 €
Prestations intellectuelles et frais	2010	226 212,11 €
Prix de Revient H.T.		1 848 512,27 €
Montant de la TVA	7399	87 824,20 €
Prix de revient TTC		1 936 336,47 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)		9 986,26 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

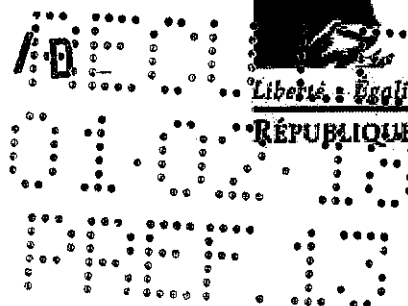
Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	27 000,00	1,51%
Subvention EPCI	27 000,00	1,51%
Ville de Marseille	72 000,00	4,29%
Conseil Régional	22 299,97	1,33%
Sous-total Subventions	148 299,97	8,84%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 353 645,66	80,70%
Prêt CDC logement	175 377,31	10,46%
Sous-total Prêts	1 529 022,97	91,16%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 677 321,97	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 677 321,97	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	259 014,50 €
Surface utile totale	193,90 m²
Dont SU Collectif	193,90
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	209 087,35 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 677 321,97 €
Taux de la subvention	1,61 %

18 / 07 0 /



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2011130550016_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20171305500180

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13201 Marseille - 1er arrondissement

Exercice
2017

Nature des logements
Autres logements foyers

Type de bénéficiaire
Ménages

Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLAI - DRAILLE 2 (logements familiaux d'urgence)
38 rue du Musée
13001 Marseille 1er

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département : Bouches du Rhône Date : 12/10/2011

N° de décision : 20111305500076

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme...)

S.A. ERILIA
SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 058811670

Adresse :

72 bis rue Perrin Solliers

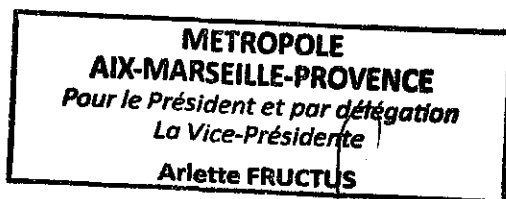
Ville : 13291 Marseille Cedex 06
Exercice : 2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 9)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	1 365 982,00 €	1 677 321,97 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	27 000,00	27 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 27 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 30 JAN. 2018



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	27 000,00	1,61%
Subvention EPCI	27 000,00	1,61%
Ville de Marseille	72 000,00	4,29%
Conseil Régional	23 299,50	1,33%
Sous-total Subventions	148 299,00	8,84%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 353 645,66	80,70%
Prêt CDC logement	175 377,31	10,46%
Sous-total Prêts	1 529 022,97	91,16%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 677 321,97	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 677 321,97	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	259 014,50 €
Surface utile totale	193,90 m²
Dont SU Collectif	193,90
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	209 087,35 €
TVA de la charge foncière	0,00 €
Charge foncière TTC	209 087,35 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 677 321,97 €
Taux de la subvention	1,61 %

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/071/D

Mise à disposition d'une parcelle de terrain appartenant à la Copropriété Les Marronniers, représentée par la Société NEXITY, préalable au transfert de propriété nécessaire au démarrage des travaux du Boulevard urbain Sud (B.U.S.), à Marseille 10ème.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- Contourner le centre-ville,
- Désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

- Développer les réseaux et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- Rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- Aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- Améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016 et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1er tronçon (section Echangeur Florian / Chemin du Vallon de Toulouse), s'est déroulée du 1er au 22 décembre 2016.

Ces travaux nécessitent l'intervention des services métropolitains sur une parcelle de terrain appartenant à la Copropriété Les Marronniers, représentée par la Société NEXITY, pour laquelle il est nécessaire d'obtenir une mise à disposition afin de permettre le démarrage du chantier.

Au terme de ces travaux, la cession foncière en vue de l'intégration dans le domaine public métropolitain du terrain en cause sera régularisée par acte notarié.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès du propriétaire la mise à disposition de l'emprise foncière listée ci-dessous, préalablement à leur transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux programmés au titre du projet.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que la parcelle appartenant à la Copropriété Les Marronniers lui soit mise à disposition, préalablement au transfert de propriété, afin de permettre le démarrage des travaux.
- Qu'à cette fin, une convention portant mise à disposition de parcelle préalable au transfert de propriété doit être conclue entre la Copropriété Les Marronniers, représentée par la Société NEXITY et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention portant mise à disposition de parcelle, préalable au transfert de propriété de la parcelle suivante, sise à Marseille 10^{ème} arrondissement :

Référence cadastrale					Num. du plan	Emprise		Reste	
Sect.	N°	Nature	Lieu-Dit	Surface		N°	Surface	N°	Surface
859 A	3	SOL	123 bd Romain Rolland	66425	25a 25b		5451 258		60716
						Total	5709		

Cette convention est conclue à titre gracieux et sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte authentique de transfert de propriété des parcelles en cause au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/072/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à la commune de La Ciotat pour l'acquisition d'un bien situé 1 B rue des Frères Romana à La Ciotat appartenant à Monsieur et Madame Antoine ATTARD,

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 5217-1 et suivants ainsi que les articles L 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que les articles L 300-1 et L 324-1 modifié par ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 article 5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 025-2783/17/CM du 19 octobre 2017 approuvant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la ville de La Ciotat ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de La Ciotat le 18 décembre 2017 enregistrée sous le numéro 13028 18 0001 portant aliénation du lot de copropriété n° 4 appartenant à Monsieur et Madame Antoine Attard, dépendant de l'immeuble sis 1 B rue des Frères Romana à La Ciotat, cadastré AD 0216.

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

CONSIDÉRANT

- Que cette acquisition à l'intérieur du centre ancien de La Ciotat permettra de répondre au projet de revitalisation du cœur de la ville par le renforcement de l'accessibilité et de l'attractivité du centre ancien en matière d'habitat, d'activités commerciales, économiques et de vie sociale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de La Ciotat pour l'acquisition du lot de copropriété n° 4 dépendant de l'immeuble situé 1B rue des Frères Romana à La Ciotat cadastré Section AD 0216 appartenant à Monsieur et Madame Antoine Attard.

Article 2 :

Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/073/D

ZAC de la cité de la Méditerranée - 10 rue Edouard Rastoin à Marseille 3 ème arrondissement - convention de participation avec la SCI Haddad

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 30 décembre 2005 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de la Cité de la Méditerranée.
- Les délibérations du 5 octobre 2006 et du 14 décembre 2007 du conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Cité de la Méditerranée.

CONSIDÉRANT

- Que La ZAC Cité de la Méditerranée s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;
- Que L'EPAEM est chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 30 décembre 2005, d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

- Que la SCI HADD, propriétaire d'un ensemble immobilier situé à Marseille (3^e arrondissement) 10 rue Edouard Rastouin, a déposé le 20 mars 2015 une demande de permis de construire n° PC 013055 12N0241-M2 pour la création d'une surface de plancher de 82 m² ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la ZAC de la Cité de la Méditerranée et est compris dans la zone Uzciad du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- Que le terrain situé à Marseille (3^e arrondissement) 10 rue Edouard Rastouin, cadastré 814 D 169 d'une superficie de 1018 m² n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC estimée à un montant de 16 976,46 euros HT ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCI HADDAD conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par l'EPAEM ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la SCI HADDAD au coût des équipements publics de la ZAC Cité de la Méditerranée d'un montant de 16 976,46 euros HT ;

Article 2 :

La participation du constructeur sera versée directement à l'EPAEM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC Cité de la Méditerranée ;

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/074/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'emprises foncières appartenant à la LOGIREM. Projet de rénovation urbaine Soude - Hauts de Mazargues à Marseille.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété ;

PREAMBULE

Au titre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence va démarrer la troisième phase du chantier d'aménagement des voiries publiques programmée dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude – Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement.

A cet effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité LOGIREM, en vue d'obtenir la mise à disposition préalablement à leur transfert de propriété des emprises foncières impactées par l'aménagement des voiries du Baou de Sormiou.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet de rénovation urbaine Soude – Hauts de Mazargues à Marseille 9^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que des terrains appartenant à LOGIREM, lui soit mis à disposition préalablement à leur transfert de propriété afin de permettre le démarrage des travaux ;
- Qu'à cette fin une convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété doit être conclue entre LOGIREM, propriétaire des terrains et la métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec LOGIREM une convention portant mise à disposition anticipée préalablement à leur transfert de propriété des emprises foncières suivantes sises à Marseille 9^{ème} arrondissement :

- 3 624 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 M n° 267 (pastille 3 Hameau de la Pinède) ;
- 178 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 M n° 12 (pastille 15 – Parc de la Valette) ;
- 608 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 852 D n° 43 (pastille 21 – Plan de la Jarre) ;
- la parcelle cadastrée Section 852 D n° 72 d'une contenance de 3 m² (pastille A51 – Plan de la Jarre) ;
- 291 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 852 D n° 43 (pastille A52 – Plan de la Jarre) ;
- 2 424 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 852 H n° 99 (pastille 39_ Hameau du Rocher Nord) ;
- 187 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 852 D n° 51 (pastille 40 – Hameau du Rocher Nord).

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature des actes authentiques notariés de transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des terrains en cause.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/075/D

Décision d'estimer en justice. Désignation de Maître Gilbert Sindrès pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Max Bariguan.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête en référé n° 1800430-1 présentée par Monsieur Max Bariguan devant le Tribunal Administratif de Marseille le 19 janvier 2018 demandant la suspension de l'exécution de la délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 décembre 2017, en ce qu'elle désigne Monsieur Dominique Giordano au poste de Directeur de la Régie des eaux de Venelles ;
- La requête en annulation n° 1800423-1 présentée par Monsieur Max Bariguan devant le Tribunal Administratif de Marseille le 19 janvier 2018 demandant l'annulation de la délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence susvisée ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représenté dans ces affaires par Maître Gilbert Sindrès, SELARL Sindrès, 40 rue Edouard Delanglade – 13006 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Gilbert Sindrès (SELARL Sindrès), pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 07 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 8 Février 2018

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/076/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Saint-Estève-Janson pour l'acquisition d'un bien immobilier situé 5 avenue Forbin de Janson à Saint-Estève-Janson appartenant à Monsieur et Madame Eric Morichaud

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° 11.2016.08 du conseil municipal de la commune de Saint-Estève-Janson du 3 novembre 2016, instituant le droit de préemption sur la Commune.
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Saint-Estève-Janson le 27 décembre 2017 portant aliénation des parcelles cadastrées AB 119 et AB 120 sise 5 avenue Forbin de Janson appartenant à Monsieur et Madame Eric Morichaud ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, en application des articles L 5217-2 et L 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant transfert de la compétence « Aménagement de l'espace métropolitain », le 1er janvier 2018, est devenue titulaire du droit de préemption urbain prévu par la Code de l'Urbanisme qui s'exerçait sur le territoire des 92 communes composant la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Février 2018

- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise l'article L 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain sur la commune de Saint-Estève-Janson sur les parcelles cadastrées section AB- numéros 119 et 120 classées en zone UA du plan local d'urbanisme de la commune approuvé le 8 juin 2016 .

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Saint-Estève-Janson pour l'acquisition des parcelles cadastrées AB 119 et AB 120 sis 5 avenue Forbin de Janson appartenant à Monsieur et Madame Eric Morichaud.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Le Président

Ancien Ministre

Vice-Président honoraire du Sénat

Maire de Marseille

Décision n° 18/080/D

Mission Elu : Monsieur Jean-Pierre Serrus - Voyage d'études le 8 février 2018 à Toulouse

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Monsieur Jean-Claude Gaudin, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN n° 004-006/16-CM du 17 mars 2016 portant élection de Monsieur Jean-Pierre Serrus en qualité de 18ème Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 16/123/CM relatif à la délégation de fonction de Monsieur Jean-Pierre Serrus du 8 avril 2016.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Jean-Pierre Serrus est Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mobilité, les déplacements et les transports

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Jean-Pierre Serrus se rendra le 8 février 2018 à Toulouse pour une visite du Syndicat Mixte des Transports de l'Agglomération Toulousaine avec la RTM et une délégation de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Février 2018

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 09 février 2018

Le Président,
Signé : Jean-Claude GAUDIN

Reçu au Contrôle de légalité le 9 Février 2018